



uniterre

LE MOUVEMENT AGRICOLE INDÉPENDANT

Un syndicalisme planétaire

Uniterre en assemblée le 2 juillet, venez nombreux!

A quelques jours de l'assemblée générale d'Uniterre - qui se tiendra à Yverdon le 2 juillet au soir - et à l'heure où notre syndicat s'étend à la Suisse allemande, il est bon de rappeler une des spécificités de notre syndicat. Nous avons construit avec nos collègues d'autres pays au sein de La Via Campesina, une identité commune qui nous permet aujourd'hui de peser non seulement au niveau national, mais aussi sur le plan international. Au delà du poids politique ou stratégique que La Via Campesina peut avoir, il faut saluer la création de liens syndicaux solidaires. Citons quelques exemples: tout récemment, les Haïtiens ont dénoncé les agissements de l'agence USAID qui, tel un cheval de Troie, favorise la venue de semences Monsanto et Pioneer sur cette île victime d'un séisme dévastateur. Les Haïtiens ont été applaudis par le syndicat paysan nord-américain «Family Farm Defenders» qui a rappelé la pratique habituelle de Monsanto arrivant après les désastres (tremblement de terre, tsunami, guerres civiles et autres) pour imposer ses semences hybrides ou OGM. Le syndicat affirme qu'Haïti a besoin d'une solidarité qui respecte les savoirs indigènes et les semences créoles et non d'une charité néo coloniale. Après avoir contrôlé 80% des semences de maïs et 95% du soja US, Monsanto poursuit sa conquête du monde. Il y a deux ans, le syndicat paysan coréen avait apporté sa solidarité aux collègues malgaches en dénonçant le comportement de Daewoo et du gouvernement coréen qui voulaient louer pour 100 ans 50% des terres arables malgaches. Depuis l'an passé, les liens se sont resserrés entre Uniterre et le syndicat mozambicain UNAC pour dénoncer la production de Jatropha au profit d'un projet d'usine d'agrocaburants en Argovie. Une étude a confirmé les graves menaces



La présence de La Via Campesina dans le monde. Si nous sommes plusieurs à faire le même rêve, il deviendra un jour réalité.

que cette culture engendrait pour l'agriculture de proximité. En 2009, Uniterre, BIG-M et la plate-forme des ONG suisses «Alliance sud» dénonçaient les méfaits des subventions à l'exportation utilisées à tour de bras pour tenter de réguler le marché laitier national. Nos organisations s'appuyaient notamment sur la dénonciation d'organisations paysannes africaines qui subissaient le dumping de nos exportations bon marché. Ce printemps, des producteurs de lait d'Uniterre se sont rendus à deux reprises en France, invités par l'APLI, membre d'EMB, pour soulever les risques d'une «contractualisation» dans le marché laitier entre l'industrie et les producteurs. Des échanges récents entre le Mouvement bolivien des sans terre et Uniterre ont permis de mettre en lumière les problématiques autour de l'accès à la terre. Toujours sur ce thème, les jeunes de la Coordination

Européenne Via Campesina et de Reclaim the fields organisent des actions communes de récupération des terres pour installer des jeunes paysans. Les syndicats ouvriers suisses et Uniterre, via la Plateforme pour une agriculture socialement durable, soutiennent le travail du syndicat des ouvriers agricoles d'Andalousie (SOC), membre de La Via Campesina, dans sa lutte pour de meilleures conditions sociales. Une lutte commune contre le dumping social! Enfin, il y a quelques jours, Uniterre a informé ses collègues indonésiens de la venue de notre Ministre de l'économie Doris Leuthard, qui a pour objectif de convaincre ses homologues indonésiens de signer un accord de libre-échange avec la Suisse.

Les luttes communes ont de l'avenir, à nous de les renforcer, en Suisse et dans le monde.



Lait

Mobilisations

Pages 2, 3 et 4



OGM

Haïti se révolte

Page 5



Libre-échange

What else?

Page 6



Assemblée générale

Vendredi 2 juillet Yverdon!

Pages 7 et 8

DOSSIER LAITIER

Un producteur de lait belge rencontre les Suisses

Erwin Schöpges est un jeune paysan de 46 ans, de la partie germanophone de la Belgique. Il est une des personnes clés de l'European Milk board en Belgique. Les sections d'Uniterre Jura et Jura bernois et de Fribourg et Vaud l'ont invité pour deux conférences. L'occasion de faire le point sur la situation du mouvement en Belgique après les images chocs de la dernière grève du lait européenne.

Erwin, avec ton organisation, tu es très engagé dans la défense du prix du lait. Quels ont été les éléments clés qui ont fait qu'un matin, tu t'es levé et tu t'es dit: «Je dois me bouger si je veux encore être là demain»?

J'ai 46, j'ai la chance d'avoir une femme et deux enfants, dont un qui a 18 ans et qui pourrait est intéressé à faire le même métier que moi. J'ai envie de l'encourager mais aujourd'hui, notre secteur va très mal, alors j'hésite! Le prix du lait actuel ne permet plus de vivre décemment! J'ai repris la ferme de ma famille. Elle s'est transmise de génération en génération. Comme je ne veux pas être la dernière, j'ai décidé de me battre!



Erwin Schöpges lors de l'Assemblée Vaud-Fribourg d'Uniterre.

Si je jette un œil sur l'évolution de ma ferme, j'observe les choses suivantes: il y a 25 ans, lors de mon installation, je traisais 150'000 kg de lait par année. Puis au début des années 2000, suivant les conseils de nos organisations professionnelles, j'ai investi dans une nouvelle étable et j'ai doublé ma production. Je suis donc passé à 300'000 kg par année. J'ai acquis ensuite le quota de 200'000 kg de mon cousin qui a décidé de stopper la production. Aujourd'hui je trais donc plus de 500'000 kg/an et beaucoup me disent que je suis encore trop petit. Dans les écoles d'agriculture, il est enseigné que les fermes, à l'avenir, devront dépasser le million de kg de lait de moyenne! Comment peut-on dire cela alors que l'on sait qu'en Europe, personne n'arrive à produire du lait payé entre 15 et 25 centimes d'euros le kg. Même les Danois, avec leurs grosses structures fortement endettées,

n'y arrivent pas (jusqu'à 3 euros de dettes par litre de lait).

L'évolution de mon exploitation n'a jamais été aussi rapide que pendant ma génération. J'y ai cru, je me suis endetté et au final je subis comme tout le monde la chute des prix. Aujourd'hui je suis obligé de contracter de nouveaux crédits pour rembourser les anciens. Je me retrouve avec plus de travail, plus de dettes et de soucis, mais avec moins d'argent dans la caisse et moins d'autonomie. Ma femme doit travailler à l'extérieur et je n'ai plus d'employé. Je me suis donc engagé pour la création du Belgium Dairy Board puis de l'actuel Milcherzeuger Interessengemeinschaft Belgien (MIG), membre de l'European Milk Board.

Quelle est la situation actuelle en Belgique?

Les industries nous annoncent une hausse du prix du lait pour les prochains trimestres de 2010. Elles articulent des prix de 32 à 35 cts d'euro le kg, pour autant que les producteurs, au plan européen, ne se remettent pas à produire trop. Par ce discours, elles remettent la responsabilité de toutes nouvelles fluctuations du prix sur le dos des producteurs. Elles n'offrent d'entrée aucune garantie de prix.

vant les mérites du contrat direct avec ses producteurs. Je crois que je n'ai pas besoin de vous expliquer, à vous les Suisses, les répercussions que cela pourrait engendrer tant en terme de liberté d'action et de regroupement des producteurs que de gestion des quantités et des prix. Sur ce dernier point, il est important que les producteurs suisses se fassent entendre en Europe. Vous vivez sous un tel système et je crois que vous avez déjà perdu près de 20 cts de Frs en l'espace de quelques mois. Cela veut tout dire!

Dans mon pays, 80% des laiteries appartiennent à des coopératives en mains des producteurs. Or aujourd'hui elles sont devenues tellement grandes que les producteurs n'y décident plus grand chose. Moi-même je livre à une laiterie en Allemagne. Cette dernière travaille plus de 1.2 milliards de litres de lait par année et elle va encore doubler ses capacités prochainement!

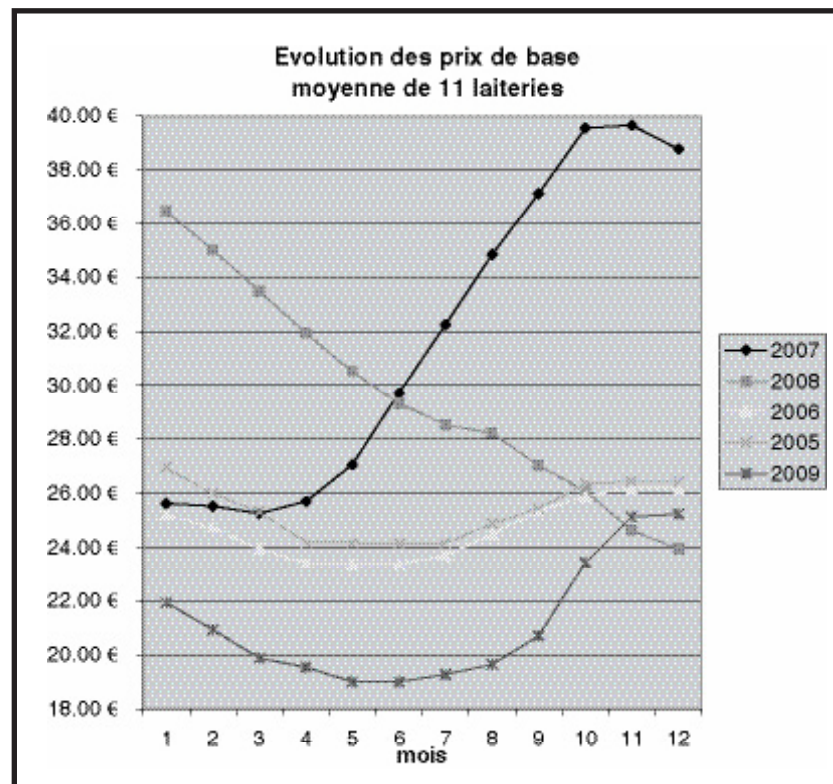
Pour leur expansion et leur développement, les laiteries ont besoin de nouveaux capitaux. Comme elles savent que les paysans-coopérateurs n'en ont plus, elles se tournent vers de nouveaux financiers et notamment les géants de la grande distribution qui imposent des retours sur investissement importants.

à l'ouverture des marchés mondiaux et à l'abandon des quotas. Elles vantent les mérites de ces objectifs en faisant miroiter aux producteurs qu'ils pourront produire encore bien plus de lait qu'aujourd'hui, mais elles oublient de parler de prix!

Les laiteries ne s'agrandissent plus seulement pour elles-mêmes, mais investissent dans la production pour se passer des paysans pas assez serviables et trop indépendants. En Allemagne, la laiterie Dr Oetker vient d'acheter 12 exploitations de plus de 1000 vaches. Au Pays-Bas, la banque RaboBank investit énormément dans le secteur agroalimentaire et notamment laitier. Elle finance l'achat et l'agrandissement des très grandes fermes en mains d'entreprises internationales. La concentration de la production laitière, comme celle du porc ou de la volaille, est en route avec son lot de dérives imaginables. L'industrie et le secteur privé maîtrisent déjà l'énergie, la nourriture et de plus en plus le sol. Il ne lui reste qu'à privatiser l'eau et l'air et notre destinée humaine sera en mains de quelques multinationales! Le combat sans fusil que nous menons, car il s'agit véritablement d'un combat, est fondamental. Il doit faire réfléchir l'ensemble de la société! Les paysans refusent d'être les nouveaux esclaves de nos sociétés modernes. Les paysans sans-terre existent aussi en Europe, et ils sont nombreux!

Qu'en est-il des coûts de production?

Comme en Suisse j'imagine, le syndicat majoritaire belge parle beaucoup des coûts de production. Moi je fais un calcul très simple: je livre 1000 litres de lait par jour à 25 cts d'euro, ce qui me rapporte 250 euros par jour. Je pars du principe que je devrais travailler huit heures par jour à 25 euros de l'heure. Pour mon salaire, mon atelier lait devrait donc pouvoir me verser 200 euros par jour. Il ne resterait alors que 50 euros pour la production, les investissements et l'ensemble des frais liés à l'atelier lait et à l'exploitation. Le calcul est donc vite fait! 25 cts d'euros par kg est clairement insuffisant! Je crois que la grande erreur que l'on a fait depuis trop longtemps, nous les producteurs, c'est d'oublier de calculer le coût de la main d'oeuvre nécessaire à la production. C'est ce coût-là qui devrait être le plus défendu par les organisations agricoles! Nous devrions être bien plus intransigeants sur ce point-là car il met le travail humain au centre des enjeux et définit les prix de l'ensemble de la filière! Ce point-là a vraiment été mis sur le devant de la scène européenne par les différentes actions de l'Euro-



Prix du lait en Belgique de ces 5 dernières années (euros/100 kg).

En Belgique comme en Europe d'ailleurs, le mot «contractualisation» est sur toutes les lèvres. L'industrie se prépare à l'après 2015 et développe toute ses capacités de persuasion pour

Les laiteries doivent donc travailler des volumes toujours plus important au prix le plus bas possible pour satisfaire leurs créanciers et rentabiliser leurs installations. Elles poussent donc

DOSSIER LAITIER

pean Milk Board et des organisations proches. Lors des différentes actions spectaculaires de 2008 et 2009, le MIG a passablement travaillé avec la Fugea, une organisation paysanne proche de nos idées et membre, comme Uniterre, de la Via Campesina.

Qu'est-ce qui différencie l'European Milk Board des autres organisations existantes?

L'European Milk Board (EMB) est une fédération d'envergure européenne, dont les membres sont des producteurs de lait. Elle revendique un prix de 40 cts d'euro pour couvrir les frais de production, dont la main d'oeuvre! L'EMB a réussi à parler de prix avant de parler de marché. C'est fondamental car cela remet en cause le système actuel qui veut que se soit le marché qui fasse le prix et non les coûts de production. Enfin la problématique laitière est abordée par le bon bout! Les 120'000 producteurs de l'EMB proviennent de 14 pays. L'organisation est donc crédible aux yeux des décideurs politiques ou économiques qui sont parfois bien loin de la réalité agricole! L'EMB ne représente que les intérêts des producteurs de lait. Ils ne sont pas mélangés à ceux de l'industrie comme au sein du COPA-COGECA. Les propositions faites par EMB sont celles dont ont besoin les producteurs de lait européens! Nous sommes donc de plus en plus écoutés! Ces arguments font mouche auprès de différents milieux, tant économiques que politiques.

L'EMB entretient des relations très étroites avec d'autres organisations laitières dans le monde, notamment au Canada! Même s'il est impossible de transposer directement tel ou tel système étranger en Europe, s'en inspirer est important quand il s'agit de faire des propositions concrètes.

Le lait ne peut être dissocié des autres branches de l'agriculture et encore moins des préoccupations générales de la société. L'EMB collabore, chaque fois que c'est possible, avec d'autres organisations paysannes comme la Via Campesina ou des ONG d'envergure européenne. EMB doit avoir des alliances larges pour faire passer ses messages.

Quel bilan tires-tu des deux grèves du lait et des nombreuses actions depuis 2008?

En plus du travail de lobby à Bruxelles, les producteurs de lait font pression sur les politiques et les industriels de leur pays. Il y a donc un travail local, national et international qui est fait par EMB.

Au début de l'année 2009, plusieurs milliers de producteurs ont fait des jours entiers de tracteur pour participer à différentes actions organisées à Bruxelles ou Strasbourg! Suite à ces actions, la problématique laitière est déjà dans les principaux médias européens, mais pas forcément en Une. Nous avons néanmoins pu démontrer que le problème était global et pas cantonné à un seul pays, une seule région ou un seul acheteur. Cela ne suffit pas pour faire bouger les politiques européens. Ils

campent sur leur position. La politique laitière européenne n'est pas remise en question.

En septembre, les français de l'APLI et de l'OPL qui n'avaient pas participé à la grève du lait de 2008, ont décidé de partir en grève, qui sera vite massive. Plusieurs autres pays suivent, dont la Belgique! La partie wallonne, qui n'avait pas participé en 2008, s'est rapidement mise en grève. Après plus d'une semaine de grève, les politiques ne bougent toujours pas. Les producteurs belges, essentiellement de Wallonie, décident d'épandre l'équivalent de la production journalière de Wallonie sur un champ de Ciney, soit 3'000'000 de litres! Les images de cette action font le tour des agences de presse! Les producteurs européens font la Une des grands médias mondiaux. Les Français remettent la compresse quelques jours après. L'opinion publique est touchée! Les politiques d'abord régionaux, puis nationaux s'en mêlent. Une partie des euro députés commence à élever la voix et remet en cause la politique agricole libérale de Mme Fisher-Boel. Sous pression, cette dernière ne se représente pas et est remplacée par M. Ciolos! Un Roumain plus en phase avec nos revendications. Dès lors, tout le monde est unanime, il y a un problème de régulation du marché laitière en Europe. Pour les résoudre et sortir de nouvelles stratégies d'action, une commission d'experts est mise en place. Les différentes parties sont auditionnées. EMB et la Via Campesina

y participent. Les résultats définitifs doivent sortir en juin 2010.

Suite à ces actions, la réaction des marchés ne s'est pas fait attendre. Les prix du lait sont tous remontés de 8 à 9 centimes. La grève du lait «a nettoyé» le marché de 500'000'000 de litres de lait! Cette hausse directe a permis de compenser en partie les pertes des producteurs grévistes. Elle a également permis aux stockeurs de poudre européens de vendre leur marchandise à bon prix. Les spéculateurs se sont donc à nouveau fait de l'argent sur le dos des producteurs.

Cette grève a également mis le doigt sur une problématique cruciale en Europe. Le non respect des quotas ou des droits de production. Les pays ont tous reçu de Bruxelles des quotas supplémentaires de production (2 à 3% par année). Ces derniers sont attribués aux producteurs qui en font la demande. Des exploitations en Belgique ont d'ailleurs vendu leur quota de base et ne produisent que des quantités hors quotas. Tant que le quota belge n'est pas dépassé, personne n'est sanctionné. Cette stratégie pousse les gens à produire, à s'endetter et à la contractualisation avec l'industrie. Dans un tel environnement, la solidarité entre paysans s'érode, chaque voisin devient un concurrent. La grève a sans doute resserré les liens au sein de la profession et avec la société! C'est peut-être cela le plus important pour la suite du combat!

Propos recueillis par Nicolas Bezençon

Les producteurs refusent l'asservissement moderne

En date du 7 mai 2010, l'IP-lait a pris la décision de réduire les stocks de beurre pour environ 3'000 tonnes via des exportations. Cette mesure de désengorgement coûte 15 millions de francs. Cette somme est financée par l'ensemble des producteurs de lait d'industrie et de fromagerie et se résume, dans les faits, à une baisse supplémentaire du prix payé aux producteurs.

En réponse à cette décision, les producteurs d'Uniterre de Suisse romande et ceux de Suisse alémanique ont décidé de marquer leur ras-le-bol le 1^{er} juin, date de la journée mondiale du lait. Deux actions d'épandage de lait se sont déroulées simultanément sur les hauts de Lausanne et dans la région bâloise. Les producteurs ne veulent plus participer et surtout ne plus faire les frais d'une surproduction et d'une montagne de beurre prévisibles que l'IP-lait n'a pas voulu anticiper ni maîtriser!

Le lait épandu provenait de plusieurs dizaines d'exploitations. Des récoltes de lait ont été organisées préalablement dans divers laiteries ou fromageries. Certains ont donné quelques litres d'autres une ou plusieurs boilles, par esprit de solidarité! Certains ont amené

du lait sur place, le jour de l'action. Aucun producteur n'a condamné l'action, mais tous trouvaient scandaleux de devoir en arriver là! Sur place, les 140 producteurs avaient le cœur serré!

Faire une action de ce type était très important pour la suite du combat pour un prix juste et équitable. Pour les médias, les politiques et «Monsieur tout le monde», la question laitière semblait ne plus être un problème puisque le thème ne faisait plus la Une des médias! Or, elle n'a jamais été aussi dramatique qu'aujourd'hui. Il était donc très important de relancer une action de révolte! Et les producteurs ne demandent qu'à les multiplier... avant d'être en faillite ou d'arrêter définitivement la production.

Pour Uniterre, les décisions successives prises jusqu'à aujourd'hui par les membres du comité de l'IP-lait n'ont favorisé que l'industrie laitière. Ils ne sont donc plus des partenaires avec qui il est possible de travailler sereinement. Ils n'ont jamais oeuvré en faveur des producteurs qui ne demandent qu'à être payés équitablement pour leur travail et qui seraient prêts à adapter leur production aux marchés d'abord locaux et rémunérateurs.

Afin que cette situation change rapidement, Uniterre demande:

- Que les producteurs puissent avoir le choix de produire ou non des quantités qui participeraient à l'engorgement du marché.
- La force obligatoire pour la gestion globale des quantités à produire en main des producteurs.
- Des contrats avant production dans lesquels figurent non seulement des quantités, mais également des prix en lien avec les coûts de production suisses, c'est-à-dire 1 Fr/litre.
- Une priorité à l'utilisation de la matière grasse du lait au détriment de l'huile de palme et un rétablissement de la norme à 3,8% de matière grasse dans le lait de boisson vendu aux consommateurs.

Nicolas Bezençon

La mesure de l'IP-lait se résume à un soutien privé à l'exportation. Pour Uniterre, elle n'est pas acceptable pour les raisons suivantes:

- Elle ne résout pas le problème des quantités effectivement produites. Chaque producteur à l'obligation

de livrer la totalité des quantités sous contrat, quel que soit le prix.

Exemple: pour une exploitation qui livre, sous contrat, environ 10'000 kg de lait par mois, la baisse de prix du lait liée à la mesure de dégageement peut se répercuter de deux manières:

- 1. Un prix très bas, par exemple au prix mondial de 0.28 frs/kg, sur les X% de la quantité livrée. Par exemple 10%, ce qui correspond à 1'000 kg.**
- 2. Un prix moyen plus bas sur la totalité des 10'000 kg, soit une baisse de x cts/kg pour les 10'000 kg.**

Dans les deux cas, le producteur doit produire ces 10'000 kg. Il ne peut pas ne pas produire les quantités correspondantes aux surplus.

- Elle signifie une réduction de prix pour l'ensemble des producteurs. Cette baisse s'ajoute aux baisses de plusieurs dizaines de centimes de 2008 et 2009.
- Elle renforce le dumping des prix sur le marché mondial.
- Elle favorise à nouveau les acteurs en aval de la production. L'industrie a du lait en suffisance, de qualité suisse et acheté aux producteurs bien en dessous du coût de production suisse.

MARCHE LAITIER

Milchklartext

Es ist höchste Zeit unmissverständlich Klartext zu sprechen. Die Verhältnisse am Milchmarkt passen ein zu eins zu den gängig bekannten Verhältnisse der herrschenden Abzockerei. Der Milchmarkt wird von ein paar wenigen Halunken, Gaunern ja Kriminellen, einer modernen Aristokratie, beherrscht und hat absolut nichts mehr mit von diesen Kreisen hochgejubelten freien Marktwirtschaft zu tun. Frei kann so wie so nur ein fairer Markt sein. Diese Aristokraten-Handlanger haben selbst in der BOM das sagen. Die heute herrschenden Verhältnisse hätten vor 75 Jahren nicht nur zum damals historischen Schulterschluss von Bauernschaft und Arbeiterbewegung geführt, sondern schnurgerade in eine Bauern- und Arbeiterrevolte. Der damalige Schulterschluss hat den modernen demokratischen Sozialstaat der Schweiz eingeläutet. Was muss heute eingeläutet werden?

Arbeitspensum liegt durchschnittlich bei rund 80 Std./W. Das ist kein Einzelfall. Das wird immer mehr zur Regel. Dazu kommen die immer noch meistens still und leise getragenen enorm gewachsenen Überbelastungen der Bäuerinnen. Bei solchen Verhältnissen wäre in jeder anderen Branche schon längstens nicht nur Feuer im Dach sondern die ganze Branche wäre schon längstens im Vollbrand.

Vor rund einem Jahr haben hier im Baselland vier beherzte Bauernfamilien, zuerst sogar unabhängig von einander, einen Milchstreik initiiert. Dies führte unter anderem zur Geburt von Uniterre Nordwest. Ich werde nie die bewegten Worte der einen Bäuerin vergessen die immer wieder betonte: das schlimmste für sie war, es gab neben BIG-M keine einzige etablierte bäuerliche Organisation die uns unterstützte, ja nicht einmal das

Abzocker führen will und dadurch 10 wenn nicht 100 Tausende von Arbeitsplätzen gefährdet? Etwas scheint die SP Elite noch nicht verstanden zu haben. Freihandel mit der Schweiz ist nur mit massiven Lohnsenkungen in der Schweiz möglich. Und da ist Uniterre strikte dagegen. So wie wir zur Schweizer Landwirtschaft und Qualität stehen, stehen wir auch zu Schweizer Löhne, dies aber auch endlich für Landwirte und Landwirtinnen.

Übrigens die Lösung der Milchmarktmisere ist ganz einfach. Es gibt eine jetzt bewiesenermassen

ökologische Irrsinn könnte abgewendet werden. Wir dürfen uns aber nicht auf die Politik verlassen. Wir müssen unbedingt für unser Überleben Marktkampfkraft entwickeln. Wir müssen fähig werden innert Stunden jedes beliebige Verteilcenter von Grossisten, jedes Milchindustrieszentrum zu blockieren und lahmzulegen. Denn so begegnen nun einmal Weltweit seit eh und je freiheitsliebende, faire Demokraten unbelehrbaren Diktatoren. Denn selbst unsere direkte Schweizer- Demokratie verliert ihren Wert wenn die Wirtschaft immer mehr durch einzelne Diktatoren beherrscht wird, wie es der aktuelle Milchmarkt trastisch aufzeigt.



Gerade der kriminelle Milchmarktsinn zeigt es heute dringender als vor 75 Jahren: Es braucht einen neuen Schulterschluss von der einfachen Buezerin dem einfachen Buezer und den verbliebenen wenigen Bäuerinnen und Bauern. Das Mass ist voll, die Schmerzengrenzen überschritten.

Ein Beispiel: ein junger Berufskollege hat vor rund sieben Jahren den Betrieb Bergzone 1 solothurner Jurasüdfuss von den Eltern übernommen. Er hat auf Bio und Milch gesetzt und einen kostengünstigen neuen Tierfreundlichen Hallenliegestall für die Milchkühe gebaut. Dies mit der Aussicht von einem Milchpreis um die 90 Rp. Heute bekommt er unter dem Strich 64 Rp. für eine Liter Biomilch. Seine Innovation und Investitionen in Lieferrecht und Infrastruktur werden bestraft. Er steht um die Existenz seiner jungen Familie und die Existenz seines hoffnungsvollen 30 ha Hofes zu sichern, jeden morgen um 5 Uhr im Stall, damit er um 8h seinem 100% Auswärtsjob nachgehen kann und um Abend um 17. 00 Uhr wieder im Stall stehen zu können. Sein

Gespräch suchte man mit uns. Jetzt gibt es aber auch in der Deutschweiz Uniterre und somit ein Garant für Unterstützung von Aufmüpfigen Bauernfamilien die den Mut haben Klartext zu sprechen und unbequeme Fragen zu stellen.

Zum Beispiel: Um Hergottswillen wo bleibt die Politik? Wo bleiben unsere Parteien? Müsste nicht die FDP mit ihrem urliberalen Gründergeist an forderster Front gegen diese kriminellen Milchbarone und Aristokraten kämpfen um einem freien Markt mit fairen Regeln der wieder einen echten Leistungslohn ermöglichen würde, wieder eine Chance zu geben? Statt dessen will sie einen EU-Agrarfreihandel der den Abzockern und Kriminellen noch mehr Freiheit gewährt und uns noch mehr versklavt. Wo bleibt die CVP mit ihren Christlichen Werte? Und wo zum Teufel bleibt die soziale Verantwortung einer SP, die in dieser Frage jede andere Partei weit rechts überholt und die neoliberalisten Züge aufweist und uns zusätzlich wie die FDP mit einem Agrarfreihandel noch mehr in die Knechtschaft dieser globalen kriminellen Aristokraten und



unfaire, unmoralische, skrupellose Marktmacht Namens Milchindustrie. Es gibt einen Milchproduzentenverband (SMP) der meines Wissens noch nie unfair, sondern immer partnerschaftlich wohlwollend, vielleicht zu wohlwollend zur Milchindustrie stand. Der National und Ständerat kann innert kürze mit einem überparteilichen Vorstoss die Mengenregelung mit einer Allgemeinverbindlichkeit der SMP übertragen. Damit wäre die jetzt herrschende Marktdiktatur der Milchindustrie gebrochen, der Markt würde wieder freier, vor allem fairer und der jetzt vorherrschende ökonomische und

Im Namen von Uniterre Nordwest danke ich allen die in irgendeiner Form zur Gründung und zu dieser Aktion beigetragen haben. Mein grösster Dank gilt aber vor allem den mit uns sympatisierenden Konsumentinnen und Konsumenten. Der aufmüpfige Kampf für eine Landwirtschaft mit Zukunft hat seit heute auch in der Deutschweiz ein Gesicht und einen Namen. Uniterre

Felix Lang, Präsident Uniterre Nordwest, 1. Juni 2010

La Mobilière

Assurances & prévoyance

Pour les agriculteurs aussi... Quoi qu'il arrive...
www.mobi.ch

OGM

La Via Campesina Haïti se mobilise contre la venue d'OGM «humanitaires»

Une marche de protestation initiée par le Mouvement Paysan Papaye (MPP) s'est déroulée à Haïti ce 4 juin 2010. Il s'agissait de protester contre les dons de semences de Monsanto, de Pioneer Hi-Bred et la politique dévastatrice du projet Winner lancé par l'Agence américaine d'aide au développement international (USAID).

Sous prétexte d'action humanitaire, Monsanto et Pioneer tentent de saisir l'opportunité d'implanter leurs semences et le modèle agricole industriel qui l'accompagne. Ces multinationales se présentent comme salvatrices, alors qu'elles font partie des principales actrices du désastre environnemental, économique et social que le secteur agricole subit mondialement.

paysans ont pris part à la manifestation des représentants du Mouvement paysan national du congrès de Papaye (MPNKP), de l'Union des Petits Paysans (Tèt Kole), de la Coordination régionale des Organisations du Sud-Est (CROSE), du mouvement revendicatif des paysans de l'Artibonite (MOREPLA), de la Plate-forme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif (PAPDA), du

- Le ministre de l'agriculture renonce au reste de semences Monsanto qui ne sont pas encore arrivées en Haïti. Renvoyer à Monsanto celles qui sont déjà arrivées ou aller les détruire de la même façon que la drogue saisie par la police, aux yeux et aux sus de tout le monde.

- Le Ministère de l'agriculture donne des explications sur la quantité de semences qu'il a déjà reçues, où elles ont été plantées et avec quel insecticide chimique elles ont été traitées. Quel danger représente ces insecticides pour les paysans qui les utilisent?

- Soit mis en place un laboratoire qui a la capacité et la responsabilité d'analyser tout produit agricole, tout pesticide et herbicide chimique qui entre dans le pays.

- Soit donné aux organisations paysannes les moyens de développer et stocker les semences locales pour produire localement des produits capables d'assurer la souveraineté alimentaire du pays.

- Qu'aucun contrat ne soit passé avec les organisations multinationales «agro-poisons» ou les multinationales qui créent des plantations d'arbres pour faire du biochar, soit-disant pour combattre le réchauffement climatique, et s'établir sur les terres du pays. Les terres du pays sont pour les paysans qui travaillent la terre.



Manifestation massive, plus de 10'000 paysans dans la rue. Photo: David Millet, LVC

Jusqu'à présent les paysans haïtiens ont peu eu recours aux hybrides F1 de Monsanto et Pioneer, dont ils ne peuvent pas utiliser la récolte comme semence. Ils utilisent essentiellement les semences paysannes locales et s'inscrivent dans une démarche de promotion de la souveraineté alimentaire, de la priorité à la production et à la consommation locales et traditionnelles, perçues comme seul projet capable de répondre aux besoins des populations. L'arrivée massive de semences hybrides et du paquet technologique qui les accompagne ne seront pas un facteur de reconstruction mais de déstabilisation supplémentaire; d'autant qu'il est très prévisible qu'une vague OGM s'en suivra.

Haïti, l'un des pays les plus pauvres, subit une forte dépendance alimentaire. Mais l'origine de ce problème n'est pas due aux techniques agricoles mais aux politiques agricoles et au libéralisme économique auxquels elles sont soumises.

Chaque fois qu'une catastrophe climatique frappe une région, elle est suivie par une seconde secousse tout aussi violente qui tente d'expulser les paysans et d'anéantir les savoir-faire locaux au profit de quelques transnationales nécrophages.

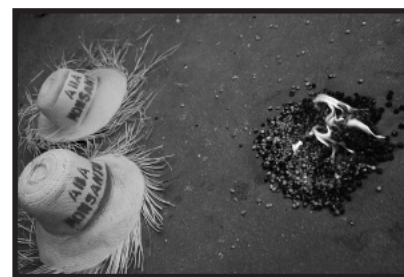
C'est donc à l'appel du MPP que plusieurs milliers de paysannes et

Réseau National haïtien pour la Sécurité et la souveraineté alimentaire (RENAHSSA), de la Plate-forme nationale des organisations paysannes haïtiennes (PLANOPA), du regroupement Kaba grangou (faire cesser la faim) ainsi que de Via Campesina (Haïti, République Dominicaine, Brésil et États-Unis d'Amérique). D'autres syndicats amis de pays comme le Canada, les États Unis, la France et l'Italie, sans oublier des journalistes de divers médias nationaux et internationaux, ont couvert l'événement. Ce 4 juin, ils ont marché ensemble pour exiger le respect de la souveraineté alimentaire en Haïti contre Monsanto et ses complices en Haïti.

Les manifestantes et manifestants ont symboliquement semé, sur une ferme expérimentale du MPP à Papaye, des grains de maïs créole pour signifier leur détermination à consommer des produits créoles à partir de semences autochtones et aussi planté des arbres pour marquer la journée internationale de l'environnement.

Aux rythmes des instruments musicaux ils ont rejoint la fin du parcours pour lire la déclaration finale écrite par les organisations paysannes haïtiennes.

Dans cette déclaration finale, les organisations paysannes signataires exigent notamment que:



Du maïs Monsanto symboliquement mis à feu. Photo: Jean Rousseau, LVC

Ils ont ensuite brûlé une partie du maïs hybride de Monsanto, geste de refus et de mépris du cadeau empoisonné de Monsanto au gouvernement Haïtien. Enfin, ils ont distribué des semences locales comme le maïs, divers types d'haricots et de sorgho aux participants et participantes.

Valentina Hemmeler Maïga avec la Confédération paysanne et La Via Campesina Caraïbe

2^{ème} caravane anti-ogm

Cette année la caravane cycliste relie Pully (VD) à Reckholz (ZH) du 19 au 27 juin. Elle est ouverte à quiconque veut y participer, soutenir l'agriculture paysanne et refuser en bloc ces clones pesticides brevetés que sont les OGM.

Les organisateurs déclarent que les véritables questions que posent les OGM sont: l'appauvrissement des sols, les disséminations, la perte de la biodiversité, la pollution des eaux, l'asservissement des paysans aux multinationales de l'agro-business, la perte du patrimoine paysan (savoirs-faire, semences...), le brevetage du vivant et du bien commun et ceci dans le seul but de faire du profit. Ces aspects seront abordés tout au long de leur parcours.

La caravane estime, «qu'une agriculture écologique n'est possible que si elle reste locale. Il est essentiel de comprendre que les OGM font partie d'un type d'agriculture bien particulier: une agriculture totalement industrielle. Ce sont des exploitations gigantesques, entièrement mécanisées, qui cultivent de manière intensive et utilisent des pesticides de manière totalement irraisonnée! Système dont on sait qu'il nous mène droit au mur. A ce type d'agriculture démentielle s'oppose l'agriculture paysanne qui n'a pas attendu les OGM pour nourrir l'humanité depuis des millénaires! De nombreux paysans et paysannes luttent pour préserver leur autonomie. De plus en plus de projets agricoles sont actuellement développés, dans le contexte de l'agriculture contractuelle de proximité (ACP) par exemple, permettant aux gens de se réapproprier leur consommation alimentaire tout en protégeant les producteurs/trices agricoles. La vente directe, l'utilisation de semences non-hybrides, la production biologique ou biodynamique, sont aussi des moyens de préserver une agriculture paysanne. Cette caravane veut se montrer solidaire de ces démarches».

Les organisateurs dénoncent également le projet de PNR 59 qui est à leurs yeux tendancieux. Ils rendent également les citoyen-ne-s attentifs au risque d'assoupissement de la population durant la période de moratoire, prenant exemple sur le moratoire sur le nucléaire. Il s'agit donc de ne pas s'endormir sur nos lauriers durant cette phase cruciale qui est aussi utilisée à profit par les chantres des OGM. Voici pourquoi ils pédaleront sur des kilomètres pour raviver la lutte.

Plus: www.caravane-anti-ogm.ch
Valentina Hemmeler Maïga

Libre-échange, Indonésie, Nestlé and what else?

Mme la Conseillère fédérale Doris Leuthard a la bougeote. Après les multiples crises diplomatiques vécues ces derniers mois par la Suisse, il s'agit de se repositionner dans le paysage politico-économique international. Elle prend donc son bâton de pèlerin pour aller convaincre d'autres gouvernements de l'utilité de signer des accords de libre-échange avec notre pays, donnant ainsi une impulsion au Seco qui prépare de multiples accords... à en donner le vertige.

Mme l'Ambassadrice Marie Gabrielle Ineichen-Fleisch, responsable du commerce mondial (OMC, AELE, OCDE) au Secrétariat à l'économie (Seco), nous l'annonçait dernièrement: «l'affaire est sérieuse». Les négociations OMC continuent de patiner. Si l'équipe nord-américaine a bien été nommée et s'est mise au travail à l'OMC, personne ne peut encore dire quelles sont ses véritables intentions. Il faudra peut-être attendre les élections de mi-mandat d'automne 2010. Il y a comme un goût de réchauffé puisqu'il y a 3 ans, on nous annonçait qu'il fallait attendre les élections présidentielles américaines. On ne va pas dire que cela est pour nous déplaire, bien au contraire.

Notre Ambassadrice table de manière optimiste sur le fait que cette attente aura eu l'avantage d'éviter de négocier en pleine crise économique et ainsi de ne pas faire le jeu de ceux qui souhaitent renforcer les prérogatives nationales. Sommes toutes, ce retard n'est peut être pas un mal. Elle espère par contre que la réunion qui se tiendra en Corée en novembre prochain pourra relancer le processus OMC.

Si l'OMC patine, les accords de libre-échange planent allègrement! Mettant «à profit» les lenteurs des mécanismes multilatéraux, la Suisse, comme bien d'autres pays, s'est lancée dans une course effrénée à la conclusion d'accords bilatéraux de libre-échange. Ainsi le Seco poursuit ses diverses négociations avec l'Inde, Hong Kong, la Chine, la

Bosnie, le Montenegro, l'Indonésie, la Malaisie, le Panama, le Vietnam, la Russie etc.

Tout prochainement, Mme Leuthard s'envolera pour l'Indonésie pour chercher à convaincre ses homologues des bienfaits du libre-échange. Ces derniers ont en effet été quelque peu échaudés par les négociations complexes qu'ils ont récemment menées avec leur voisin agro-exportateur qu'est l'Australie. De plus, des doutes s'installent sur le marché florissant, mais de plus en plus volatile et incertain, de l'huile de palme.

Le SPI, syndicat paysan indonésien membre de La Via Campesina, dénonçait il y a quelques mois le fait que la dépendance de l'Indonésie face aux importations de denrées alimentaires n'avait fait que croître ces dernières années. Le train de libéralisation touchant les produits agricoles depuis 1995 a eu des effets désastreux. Les besoins en lait et produits laitiers sont couverts à 70% par les importations, idem pour le soja qui est importé à 60% et le maïs à 28%. Pour le syndicat, cela équivaut à jeter le pays dans le piège de la dépendance alimentaire complète, à appauvrir les paysans et les habitants des zones rurales.

Selon le SPI, le libre-échange ne libérera pas le peuple de la pauvreté et de la faim. Bien au contraire, c'est la mise en place de politiques publiques basées sur la souveraineté alimentaire qui peut encore donner de l'espoir à la population. La production agricole doit

absolument être orientée prioritairement vers les besoins des marchés nationaux et locaux et ne pas être sous la pression des intérêts du marché global. Le syndicat n'hésite pas à rappeler à son gouvernement que lors des dernières élections, la quasi totalité des candidats s'étaient déclarés hostiles au libre-échange.

Rappelons-nous également que Mme Leuthard avait annoncé fièrement, en octobre dernier à l'occasion de la journée mondiale de l'alimentation, la mise en place d'un partenariat public-privé entre la FAO, Nestlé et le Département fédéral de l'économie afin d'encourager l'investissement au niveau mondial dans le secteur agricole.

Il faut savoir que Nestlé a joué un rôle majeur dans la chute du prix du lait au producteur indonésien (tout en augmentant les prix aux consommateurs). Par cette attitude, il a incité tous les autres acteurs du marché à en faire de même, mettant ainsi un point d'orgue à 20 ans de dérégulation.

Voyage à risque pour notre Ministre qui serait bien inspirée de ne pas emmener cette multinationale dans ses bagages.

En Suisse, le projet d'Accord de libre-échange avec l'UE est en équilibre précaire. Les voix qui s'opposent à ce dernier sont de plus en plus nombreuses et des partis nationaux d'envergure se sont maintenant clairement déclarés totalement opposés à un accord qui menace près de la moitié des exploitations agricoles suisses. Tout récemment, le Conseil national a rejoint celui des

Etats pour accepter la création d'une réserve financière permettant de mettre notre agriculture sous perfusion pendant quelques années en cas de signature d'un accord avec Bruxelles ou à l'OMC. Il est tout de même surprenant que des réserves financières soient votées sans savoir à quoi elles seront concrètement utilisées. De plus, à n'en pas douter, ce vote sera très prochainement utilisé pour faire taire les opposants à de tels accords. La presse titre d'ailleurs déjà: «Le national vote un coup de pouce aux paysans». Un remake de l'affaire du Cassis de Dijon semble donc se jouer quasi un an jour pour jour. Les faibles exceptions votées en juin 2009 pour adoucir le principe du Cassis de Dijon ont anesthésié certaines organisations paysannes qui, aujourd'hui, se mordent la langue d'avoir avalé cette couleuvre. Car le Cassis de Dijon est utilisé à toutes les sauces et restreint aujourd'hui dangereusement nos moyens de luttés contre l'importation d'agrocultures, d'huile de palme, de fruits et légumes produits au mépris de l'environnement et des conditions sociales. Les crises de 2008 nous laissaient espérer qu'une prise de conscience politique allait se faire au profit de plus de conscience et que la course au profit à court terme serait ralentie. Malheureusement, les tenants du libre-échange sont toujours aussi ravagés et les politiques encore en majorité bien trop aveuglés. Que faut-il encore pour renverser cette tendance?

Valentina Hemmeler Mäiga

Valoriser nos céréales fourragères

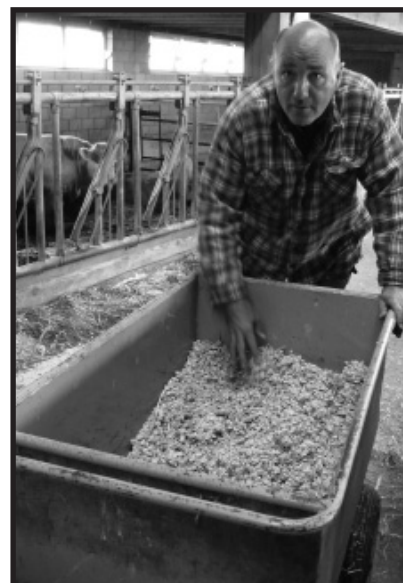
Ces derniers mois, les organisations paysannes rivalisent d'imagination pour tenter de trouver des solutions à la crise que subit tant le marché laitier que celui des grandes cultures. En ce qui concerne ces dernières, la Fédération suisse des producteurs de céréales a notamment soulevé le déséquilibre entre la production panifiable et fourragère et tenté d'apporter une solution en proposant de réduire la prime extenso pour les panifiables au profit d'une hausse du soutien aux céréales fourragères. Ce projet, assez fortement critiqué, a été rejeté pour l'instant par l'OFAG. Par la suite, le VKMB, soucieux des surplus chroniques dans le secteur laitier, a proposé d'instaurer une taxe sur les fourrages commercialisés (importés et indigènes) afin d'inciter les producteurs à moins les utiliser. Le produit de cette taxe aurait été reversé via un soutien par UGB tant pour les ruminants que pour les non-ruminants.

A Uniterre, nous souhaitons intégrer plusieurs de nos préoccupations:

- les surplus laitiers endémiques qui font pression sur les prix et notre volonté que l'Etat investisse l'argent en amont pour moins produire plutôt que pour évacuer les surplus,
- notre dépendance toujours plus grande quant aux fourrages importés et le désintérêt (financier) des producteurs pour les cultures fourragères indigènes,
- le soucis de maintenir un haut niveau écologique qui nous permette de répondre aux attentes de notre société, mais qui soit justement rémunéré par le marché et par la Confédération.

C'est pourquoi nous planchons depuis quelque temps sur l'idée d'un «lait extenso» qui autoriserait la réduction des quantités produites, et pour laquelle le producteur serait indemnisé, et qui serait basé sur un affouragement indigène (herbe, foin, céréales extenso indigènes et protéines indigènes). Il aurait ainsi le double avantage de chercher à trouver

des solutions en amont pour réguler la production laitière et donnerait une nouvelle impulsion à la production fourragère indigène.



Affouragement de Charollaises avec un mélange de céréales et protéines de la ferme.

Ce projet est basé sur les réflexions des autres organisations et tient compte des préoccupations propres à Uniterre. Il est discuté au sein du comité de votre syndicat ainsi que dans nos commissions thématiques. Il a été envoyé pour avis aux organisations paysannes suisses.

Ce projet a le mérite de susciter la discussion et de tenter de trouver, de manière commune, des solutions aux graves crises que traverse l'agriculture suisse.

Si vous êtes intéressé-e-s à apporter votre point de vue sur ce type de projet, nous vous encourageons à participer aux réunions de la commission grandes cultures & viande (prochaine date agendée le 29 juin c/o Delley semences) ainsi qu'à la commission lait.

Valentina Hemmeler Mäiga
gcviane@uniterre.ch

Invitation à l'Assemblée générale d'Uniterre

Vendredi 2 juillet 2010 à 20h au Café LE TEMPO à Yverdon (maison des associations, 024 425 14 06)

Adresse: quai de la Thièle 3. Parking conseillé: P+R de la gare, puis 5 min à pied («direction Jura»), de l'autre côté du canal de la Thièle.

Ordre du jour:

1. pv de l'AG du 3 juillet 2009
2. Rapport du Président
3. Rapport des secrétaires
5. Programme d'activités 2010-2011
6. Comptes 2009, rapport de la commission de gestion, budget 2011 et cotisations
7. Élection de 2 vice-président-e-s
8. Adoption des rapports, des comptes et du budget
9. Divers

Comptes Uniterre 2009

Pertes et Profits

01.01.09 - 31.12.09

Charges			Produits		
50	CHARGES DE PERSONNEL		30	CHIFFRES D'AFFAIRES	
5000	Charge du personnel		3000	Abonnements	249'550.00
5010	Salaires brut	175'200.00	32	Fonds de lutte	
5070	Remb. indemnités APG	-4'348.05	3200	Fonds de lutte toutes sections confond	979.00
5075	Charges sociales	20'822.50	3220	FDL - Dons à bien plaisir	17'733.85
5080	Cotisation prévoyance LPP	6'967.45	33	Produits divers	
5083	Frais divers du personnel	277.35	3300	Intérêts créanciers	322.05
5085	Déplacements du personnel (Transp.&Hét)	8'115.40	3320	Ventes diverses	9'604.80
	Indemnité président pour défraiement	5'000.00	3330	Rentrées diverses	10'000.00
60	AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION		3340	Fonds projets spécifiques	65'608.80
6000	Charge de locaux		3341	Forum souveraineté alimentaire	730.90
61	Loyers	8'916.00	3350	Publicité	138.00
6100	Mobilier/mat.informatique/install.mat./ma				
6100	Entretien mobilier/mat. informatique	5'514.00			
62	Charges Journal				
6200	Impression du journal	20'037.20			
6210	Expédition du journal	4'486.40			
63	Assurances et taxes				
6300	Assurances commerciales	374.95			
6350	Cotisation ECVC (anc. CPE)	3'025.40			
6360	Droits et taxes	597.35			
64	Frais développements projets vente équi				
6400	Développ. projet vente équitable	17'653.95			
6420	Frais activités ponctuelles	4'180.95			
6425	Attribution à réserve pour développ. futur	43'000.00			
65	Charges administratives				
6500	Matériel et frais de bureau	4'717.80			
6510	Frais de ports / timbres	3'480.60			
6520	Abonnements et journaux	1'050.15			
6530	Téléphones	7'048.70			
6540	Frais assemblées	3'167.20			
6550	Frais manifestations	1'302.85			
6560	Frais matériel publicitaire & propagande	7'322.40			
6570	Frais divers	321.25			
66	Publicité				
6600	Publicité, dons, cotisations	607.60			
68	Charges financières				
6800	Intérêts et frais bancaires	1'645.88			
6820	Perte sur débiteurs	2'302.15			
	Différence (bénéfice)	2'077.97			
		354'665.40			354'665.40


Bilan final

01.01.09 - 31.12.09

Actif			Passif		Quantités	Date mod.
10	ACTIF		PASSIFS			
1035	Liquidités et titres		Fonds étrangers à court terme			
1060	BCVs S 0180.32.92 - Cc DIVERS	37'088.40	Créanciers-Fournisseurs	7'954.10		
11	RAIFFEISEN 28498.55	289'288.95	Solde fonds ESB	24'502.85		
1176	Créances		C/c EMB	7'996.45		
1176	Impôts anticipés	112.70	Fonds étrangers - dettes à court t			
13	Actifs de régularisation		Prêts SCT VALAIS	5'505.00		
1300	Actifs transitoires	13'078.90	Passif de régularisation			
15	Actifs immobilisés		Passifs transitoires	5'290.35		
1520	Machines et mobilier de bureau	1.00	Abonnements payés d'avance	168'150.00		
			Capital			
			Capital	50'169.20		
			Réserve développement futur	70'000.00		
		339'567.95				
				339'567.95		

Une nouvelle carte de visite pour Uniterre

Vous trouvez ci-dessous un projet de texte pour un futur dépliant qui servira à mieux faire connaître notre syndicat sur l'ensemble du territoire (mise en page provisoire). Il a pour objectif de présenter nos activités tant aux familles paysannes qu'au reste de la population. Il sera utilisé lors de manifestations publiques en tout genre, lors de conférences etc. Le contenu du document sera discuté, et le cas échéant validé, à l'Assemblée générale du 2 juillet prochain. N'hésitez donc pas à faire vos commentaires d'ici là et à nous les apporter à Yverdon! Bonne lecture!




www.uniterre.ch

Le syndicat engagé et indépendant, aux mains des familles paysannes qui revendiquent:

- Une politique agricole basée sur la souveraineté alimentaire,
- Des prix et des salaires équitables dans les filières,
- Une agriculture paysanne locale, dynamique, répondant aux attentes sociales, écologiques et alimentaires de la population,
- Un renforcement de la solidarité entre paysans au niveau international,
- Une agriculture d'avenir, créatrice d'emplois, offrant des perspectives aux jeunes.

Uniterre est membre des mouvements paysans internationaux



Notre vision

Production
Nous soutenons une agriculture paysanne rémunératrice de proximité. Sa fonction première est de nourrir la population en proposant des denrées alimentaires variées et en suffisance, accessibles à toutes et à tous. Lors des négociations commerciales, prix, quantité, qualité, livraison et acomptes doivent être déterminés à l'avance. Nous privilégions la qualité plutôt que la quantité; les volumes de production doivent être gérés pour éviter les excédents structurels.

Solidarité
Nous promouvons fermement le concept de la souveraineté alimentaire comme alternative au libre-échange agricole. Il renforce les liens entre paysans d'ici et d'ailleurs. Uniterre développe des alliances avec d'autres secteurs de la société par une vision non coopératiste de nos actions.

Responsabilité
Nous nous engageons pour la biodiversité et contre les OGM, le brevetage du vivant et les harmonies dans la production animale. Nous travaillons à réduire l'impact de l'agriculture sur le climat. Nous sommes membres de stopOGM.

Emplois et qualité de vie
Un secteur économique qui vit est un secteur qui engage!
Nous voulons une agriculture qui crée des emplois correctement rémunérés et qui facilite l'installation de jeunes.
Nous nous engageons pour l'amélioration des conditions de travail et pour la mise en place d'un contrat type de travail national pour les employé-e-s agricoles.
Nous sommes membres de la plate-forme pour une agriculture socialement durable.

Agir

au niveau politique
Pour des nouvelles politiques agricoles, alimentaires et commerciales basées sur la souveraineté alimentaire
Uniterre s'engage pour défendre les familles paysannes et pour faire valoir leur rôle dans la société auprès de tous les partis et acteurs politiques. Il se prononce régulièrement sur les projets qui touchent aux questions agricoles (politique agricole, aménagement du territoire, environnement, économie, ...). Il organise des manifestations ou autres actions pour changer les orientations toujours plus libérales.

au niveau des marchés
Pour des relations commerciales équitables au sein de la filière agro-alimentaire
Aujourd'hui, le déséquilibre dans les relations commerciales au sein de la filière agro-alimentaire est flagrant!
Les intermédiaires, et en premier lieu les distributeurs, grossissent leurs marges sur le dos des paysans et des consommateurs. Or une collaboration au sein des filières se construit sur une répartition juste de la valeur ajoutée.
Pour Uniterre, d'autres relations commerciales sont possibles pour autant que les producteurs s'unissent et créent des alliances avec les consommateurs.

Les paysans genevois invités d'honneur du 1^{er} août en Ville de Genève

La Ville de Genève a décidé de ranimer la fête du 1^{er} août au centre ville, au parc des Bastions, en lui donnant une nouvelle envergure. Pour l'année de mairie de Mme Sandrine Salerno, le thème de la souveraineté, versus souveraineté alimentaire ici comme ailleurs, a été choisi. Il s'agit d'honorer celles et ceux qui travaillent la terre dans notre région, notre pays mais également dans les pays du sud. La section genevoise d'Uniterre ainsi que la commission internationale d'Uniterre ont répondu présentes.

PÉTITION NATIONALE SUR LES AGROCARBURANTS!

Elle est à signer durant tout l'été pour demander des critères écologiques et sociaux plus sévères pour l'utilisation des agrocarburants! Les feuilles de signatures peuvent être téléchargées sur internet ou demandées au secrétariat d'Uniterre. Une signature en ligne est aussi possible!

Le tout sur:
<http://www.pétition-agrocarburants.ch>

Engagement

Dès le 1^{er} août 2010, Mme Anne Gueye-Girardet est engagée à 60% durant le congé maternité de Valentina Hemmeler Maïga et ceci jusqu'au 31 décembre 2010. Ce contrat se prolongera sous toute vraisemblance afin de renforcer l'équipe, notamment en vue du développement en Suisse alémanique.

La souveraineté alimentaire

La souveraineté alimentaire est un concept politique qui a été défini en 1996 par La Via Campesina.

C'est le DROIT des populations, de leurs Etats ou Unions à définir leur politique agricole et alimentaire, sans dumping vis à vis des pays tiers.

La souveraineté alimentaire inclut :

- la priorité donnée à la production agricole locale pour nourrir la population, l'accès des paysan(ne)s et des sans-terre à la terre, à l'eau, aux semences, au crédit,
- Le droit des paysan(ne)s à produire des aliments et le droit des consommateurs à pouvoir décider ce qu'ils veulent consommer et qui et comment le produit,
- le droit des Etats à se protéger des importations agricoles et alimentaires à trop bas prix,
- des prix agricoles liés aux coûts de production,
- la participation des populations aux choix de politique agricole,
- la reconnaissance des droits des paysannes, qui jouent un rôle majeur dans la production agricole et l'alimentation.

Des commissions vivantes ouvertes à tous nos membres

Les commissions «lait» et «grandes cultures & viandes» travaillent en vue d'obtenir un prix rémunérateur de L.-litre de lait et de L.-kg de blé. Elles s'engagent pour le maintien de la biodiversité de nos cultures, de nos semences et de nos races afin de garantir des denrées alimentaires variées et de qualité. Elles valorisent les cultures fourragères locales pour l'alimentation animale.

La commission lait est en lien direct avec l'European Milk Board.



La commission vente directe renforce les liens entre les membres de la Fédération pour l'agriculture contractuelle de proximité, les Marchés Paysans et les producteurs non affiliés à un réseau de vente directe. Elle est un interlocuteur pour les consommateurs et les collectivités publiques.

La commission accès à la terre approfondit les enjeux de l'installation des jeunes et les problématiques liées aux fermes menacées.

La commission femmes est constituée de paysannes qui souhaitent renforcer leur présence dans les comités, leur visibilité et la reconnaissance de leur statut dans la politique agricole.

La commission internationale est basée à Genève. Elle est membre de la Fédération genevoise de coopération. Elle appuie des projets de syndicats membres de La Via Campesina et soutient la venue de délégations en Suisse.

Le syndicat Uniterre c'est

- des sections régionales indépendantes dont les représentants forment le comité directeur.
- des paysannes et les paysans actifs dans les commissions ou dans les sections où ils sont des forces de proposition.
- un secrétariat centralisé et performant qui suit et analyse les dossiers régionaux, nationaux et internationaux.
- une visibilité médiatique importante.
- des moyens de communication efficaces: un site internet, un journal mensuel, des ems.

Devenez membres!

S'engager à Uniterre c'est donner un avenir aux familles paysannes ici et ailleurs en soutenant de manière directe nos actions et la réalisation de notre vision!

Nom:.....Prénom:.....
Adresse:.....
CP:.....Commune:.....
Téléphone:.....Portable:.....
Email:.....
 paysan-ne sympathisant-e

A renvoyer à: Uniterre, av. du Grammont 9,
CH-1007 Lausanne, tél +41 21 601 74 67
fax +41 21 617 51 75
info@uniterre.ch

www.uniterre.ch

InterLOCK
La carrière par excellence

TAPIS CAOUTCHOUC

- ✓ Robins à chaudières
- ✓ Rénovateurs et neuf
- ✓ Sans compensation avec béton/asphalte
- ✓ Antilles et isolant
- ✓ Devie sans engagement

LOC BA . CP 46 . 1027 MAULRUZ

026 913 79 84

swiss@animat.ca www.animat.ca